TL4780

LES DROITS DE L'HOMME AU TIMOR ORIENTAL

Depuis Juillet 1986, date considerée par l'Indonésie comme le 10ème anniversaire de l'intégration de Timor Oriental, on assiste à une nouvelle vague de violations des Droits de l'Homme, bien que celles-ci n'aient jamais cessé depuis l'invasion.

Le cessez-le-feu qui a vigoré de Mars à Août de 1983 et les conversations engagées entre les militaires indonésiens et les résistants timorais auraient pourtant pu être un premier pas sur le chemin de la paix.

Huit années de lutte, 200 000 morts du cotê timorais, de nombreuses pertes parmi les militaires indonésiens, montraient que le peuple timorais ne renoncerait pas facilement à son droit, mais il reconnaissait les limites de ce droit: le respect des intérêts légitimes des autres peuples et nations, à commencer par l'État indonésien (déclarations de Xanana Gusmão).

La réponse du général Benny Murdany fut un ultimatum: "reddition ou mort" et la ménace d'envoyer 100 bataillons, si nécessaire!

1. OBSTACLES À L'INFORMATION

Les obstacles mis à la circulation des informations sur la situation au Timor Oriental ne visent pas seulement à cacher les violations des Droits de l'Homme, ils sont eux-mêmes une violation de ces droits:

Une timoraise de Dili a récemment été interrogée et incommodée pour avoir reçu une lettre de sa famille résidant à l'étranger. La lettre lui a finalement été remise; "parce qu'elle ne contenait rien de suspect", mais cette personne a demandé à sa famille de ne plus lui écrire...

Des habitants de Baucau en voyage à Dili évitent de se rencontrer avec leurs parents résidants dans la capitale et ceux-ci les évitent aussi: les uns et les autres craignent d'être accusés de transmettre des informations...

Il faut ajouter l'absence de téléphone entre Timor Oriental et le reste du monde, la censure de courrier, la nécessité de laissez-passer pour circuler à l'intérieur de Timor, les limites à l'accès et libre circulation des observateurs et journalistes...

2. QUELQUES CAS RECENTS

Malgré tous les obstacles quelques informations parviennent:

- 80 personnes ont été arrêtées en Juillet à Buibau près de Baucau
- Un village tout entier, FO MANO, a été massacré le 3 Août
- 5 ex-déportés de Ataúro ont été arrêtés à AINARO au mois d'Août et 5 autres le 22 Août, à AILEU, on ignore où ils se trouvent
- Ce même 22 Août un autre ex-prisonnier a été tué sur le pont "João Meira" à Dili
- Fin Août 6 personnes ont été arrêtées dans l'Église d'Atsabe.
- Le 13 Septembre des camions militaires sont entrés dans la prison Comarca de Dili amenant 17 prisonniers le matin et d'autres encore l'après midi.
- Le 19 Septembre, le transport de troupes "509" débarquait 3 bataillons à Dili qui firent quelques tours en ville pour imposer la peur avant de partir vers la montagne
- La population civile continue à être utilisée lors des opérations militaires comme "boucliers vivants": à partir du 1er. Septembre les populations de Baguia, Quelicai et Venilale ont été obligées de participer à l'encercle-

ment des monts Matebian

- En représailles pour une attaque de la résistance contre les installations militaires de Lospalos, les militaires ont attaqué la population civile de Iliomar, en Décembre.
- Le cas le plus connu cette année est celui des étudiants arrêtés à Djakarta, libérés à cause de la pression internationale, refugiés à l'Embassade de Hollande, sortis de l'Embassade après que le Ministre des Affaires Étrangères indonésien ait promis qu'ils pourraient sortir de l'Indonésie. Étant sortis de l'Embassade le 20 Octobre ces 4 étudiants attendent toujours le 'visa' promis.

3. RÉSISTANCE GÉNÉRALISÉE

Toutes ces violences provoquent un effet contraire à celui que prétend l'Indonésie. Contrairement à ce que les militaires indonésiens prétendent la résistance ne se limite pas à la résistance armée.

L'Église Catholique est suspectée et maltraitée.

- Le P. Hilário Madeira n'a échappé à la prison qu'en se refugiant à la Chancellerie épiscopale
- Le P. Walter van Wouwe, missionaire belge, a été maltraité en Juillet par des militaires
- Le P. Mateus da Cruz, frère d'un ex-vice-gouverneur, a été considéré suspect et longuement interrogé pour être sorti indemne d'une embuscade où sont morts plusieurs des militaires indonésiens qui l'accompagnaient
- L'Église d'Atabe a été encerclée par la troupe alors que la population s'y trouvait en prière et 6 personnes qui se trouvaient dedans ont été arrêtées.
- Mgr. Belo est soumis à des personnes constantes, sa résidence fait l'objet d'une surveillance continue. "Le peuple a peur de visiter l'évêque et d'aller se confier à lui", écrit un témoin.

Même des timorais qui ont accepté de collaborer avec l'Indonésie et sont parvenus à des postes élevés dans l'administra-

tion deviennent à leur tour suspects aux yeux des militaires indonésiens; plusieurs ont été arrêtés au cours des deux derniers mois, entre autres

- JOÃO MARTINS, responsable provincial des Services Sociaux;
- ARNOLDO ARAÚJO, responsable provincial des Postes;
- ALEIXO, administrateur de Maubisse.

4. LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Le gouvernement indonésien est évidemment intéressé à montrer que la situation au Timor Oriental s'améliore. Après n'avoir laissé de choix qu'entre "la reddition ou la mort", le général Benny Murdani a déclaré vouloir "gagner les cœurs". Le gouvernement aurait misé sur le développement économique mais qui en sont les bénéficiaires?

À Dili le commerce se trouve en majorité entre les mains des émigrants indonésiens et les timorais sont souvent réduits à de petits vendeurs ambulants; même comme manoeuvres dans la construction civile les entrepreneurs indonésiens donnent priorité à leurs compatriotes. Cette invasion de civils n'est pas moins dangereuse que l'invasion militaire.

L'unique exportation significative du Timor Oriental est le café, 6 000 tonnes par an, mais c'est une entreprise indonésienne , PT Denok, qui en a l'exclusivité et des journaux indonésiens eux-mêmes s'étonnent que le prix payé aux producteurs timorais pour "l'excellent café du Timor" soit environ le tiers du prix payé en Indonésie.

Le député portugais Anacoreta Correia qui a pu visiter quelques locaux de Timor a été impressioné par certains aspects extérieurs de développement, spécialement des édifices et l'enseignement mais a déclaré à Lisbonne que ce développement "n'est rien d'autre qu'une stratégie pour démotiver la résistance populaire... ce qui est en cause c'est la liberté de la population".

5. LES ELECTIONS

En 1982 l'Indonésie a voulu donner aux élections générales auxquelles les timorais ont participé, le sens d'une acceptation de l'intégration.

L'ONU a rejeté cette prétension à laquelle les résultats eux-mêmes, 99,5% de votes en faveur du parti gouvernemental indonésien, le GOLKAR, rétiraient toute crédibilité.

Les autorités indonésiennes voudraient répéter cette opération lors des prochaines élections d'Avril 1987.

On peut penser qu'elles le feront de façon plus habile; tout en conservant la victoire pour le Golkar, elles concèderont sans doute plus de votes aux partis rivaux; elles inviteront quelques journalistes ou observateurs étrangers qui témoigneront que l'acte électoral se déroule de façon satisfaisante. Mais quel choix auront les timorais à qui l'on propose 3 partis indonésiens qui tous les trois ont été contraints d'adopter la philodophie du Pancasila?

L'abstention ne répresente-t-elle pas un risque majeur dans un territoire sous occupation militaire?

Les timorais ne sont plus libres en 1987 qu'ils ne l'étaient en 1982. Pour être véritable, un acte d'autodétermination devrait être organisé par l'ONU.

6. DROIT À L'AUTODÉTERMINATION

Ce droit fondamental de tous les peuples et en particulier des anciens peuples colonisés est reconnu au peuple du Timor Oriental.

Si l'Indonésie a marqué des points au niveau diplomatique international après une invasion qui avait été presque unanimement condamnée, elle l'a dû en partie à une certaine démission du Portugal. Ce pays semble reprendre conscience de ses responsabilités, du sens de l'honneur et de la justice.

Ramalho Eanes, ex-Président de la Republique a déclaré le 15 Décembre devant l'American Club de Lisbonne que sa formation militaire l'avait amener à penser que l'occupation militaire de Timor était "un cas perdu" mais que cette opinion s'est modofiée devant la résistance des timorais et des milliers de morts provoqués par les envahisseurs.

Mário Soares, sucesseur de Ramalho Eanes, a affirmé solennellement devant le Parlement Européen que le Portugal était résolu à défendre le droit des timorais à l'autodétermination.

Le Parlement, unanime sur la reconnaissance de ce même droit, se montre lui aussi plus décidé que par le passé à s'engager dans la défense des droits des timorais.

7. LES PROMESSES INDONÉSIENNES N'ONT PAS ÉTÉ TENUES

La Commission s'était préoccupée du sort des déportés politiques à Ataúro, les représentants de l'Indonésie ont promis la fermeture de ce centre. Malgré des promesses répétées et la date annoncée pour la fermeture du camp (Mars 85) plus de 800 timorais s'y trouvent encore.

M. Sutresna, ambassadeur indonésien, a affirmé devant cette Commission que beaucoup de déportés ne voulaient pas sortir de Ataúro parce qu'Ataúro n'était pas une prison; la vrai raison, comme le prouve une lettre qu'ils ont remise à Mgr. Belo, c'est qu'ils étaient informés des nouvelles conditions de détention qui les attendaient sur l'île de Timor.

Ceux qui sont sortis ont rarement vu leur situation s'améliorer. Plus de 600 ont été transférés dans le camp de BUNUK et 650 au camp de PURGOA; plus de 40 ont été conduits dans les prisons de Dili; d'autres sont assignés à résidence à Ainaro, Aileu, Dare... Dans cette dernière agglomération le CICR en a localisé 500 dans des conditions alimentaires et sanitaires déficientes (Avril 85); d'autres enfin ont été séparés de leurs familles avec lesquelles ils se trouvaient à Ataúro.

Il y a des milliers de déportés à l'intérieur du Timor Oriental. Malgré les accords existants entre le CICR et le gouvernement indonésien pour suivre ces cas les autorités n'informent pas le CICR des noms et lieux où se trouvent ces déportés.

L'accord sur les visites de "tous prisonniers en rapport avec les évènements" n'est pas d'avantage respecté, les prisons de BAUCAU, VIQUEQUE et LOSPALOS n'ont été visitées qu'une seule fois, en Septembre 84 et celle de KUPANG en Juillet de la même année.

D'autres prisons n'ont jamais èté visitées.

Les autorités indonésiennes suivent la même politique d'obstruction avec le Groupe de Travail sur les Disparitions Forcées ou Involontaires, s'étant purement refusées à répondre aux cas présentés par ce groupe tandis que les disparitions continuent.